L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 3 DECEMBRE 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
LUNDI MATIN, 3 DECEMBRE.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par Hoffman & Marks—A leur magasin d'encan, grande vente de marchandises sèches, étrangères et américaines.

Par J. Lelumeau—Vente pour cause diverses contingences et sans réserve, d'un grand assortiment d'étoffes pour robes; aussi, marchandises américaines et étrangères, couvertures en mérinos, couverture grises et blanches.

Par A. Feiber—A sa salle d'encan, grande vente importante de marchandises sèches, habillements, flageris, chapeaux, coutellerie, &c.

Par J. P. Heimsoth—Le 10 heures et demie, en face de la rue Celeste, une barge-modèle.

☞ Achetez vos cordonnerie chez M. Ernest Turpin, 92 Vieille Levée.

Grande vente de marchandises sèches.—Aujourd'hui lundi, 3 du courant, il sera vendu, à la vente commençant à 10 heures du matin, par M. Gabriel Lelumeau, à sa salle d'encan, rue de Chartres, No 69, un immense assortiment d'étoffes pour robes ainsi qu'un vaste lot de marchandises sèches américaines et étrangères, comprenant une toute d'articles fort recherchés et dont on trouvera la liste dans nos colonnes d'annonces. Nous appelons l'attention du commerce sur cette vente importante dont les condi ions seront annoncées au moment de la crier.

Réunion du Congrès.

C'est aujourd'hui que le Congrès des Etats-Unis doit s'assembler à Washington. Cette session est la dernière du 39e Congrès dont les pouvoirs expirent le 3 mars prochain. Comme le Congrès est tout organisé, s'il y a un quorum à la première séance dans les deux Chambres, le message du Président pourra leur être délivré immédiatement et nous pourrons sans doute présenter ce document à nos lecteurs dans notre édition de demain. Nous nous abstiendrons de toute conjecture sur la politique dont le message sera l'exposé. Depuis les élections aucune indication subsidiaire n'a fait connaître si le Président avait ou non modifié sa manière de voir. Les hypothèses du télégraphe à ce sujet ne reposent sur aucune information sérieuse, et il convient d'attendre le langage officiel pour juger la politique de l'administration.

Les radicaux préparent une grande démonstration à Washington, sous prétexte de souhaiter la bienvenue au Congrès. Des discours seront prononcés à cette occasion par les chefs de la majorité et ces harangues nous donneront un avant-goût des débats dont l'enceinte du Capitole retentira bientôt. Dans leurs réunions préparatoires, les républicains vont se classer et arrêter leurs plans de campagne. Ils se mettront d'accord sur certaines mesures et se diviseront sur d'autres. Mais avant peu, il sera facile de se rendre compte des forces respectives des diverses fractions du parti.

Si la division dans les rangs du parti républicain se prolonge, il se peut que rien de définitif ne soit conclu pendant la session actuelle. Suivant la Constitution des Etats-Unis, la première session du 40e Congrès ne doit commencer que le premier lundi de décembre 1867, à moins que le Président ne convoque une session extraordinaire. Or, comme il est à supposer qu'il s'abstiendra de le faire, on proposera peut-être, dans la session actuelle, de fixer par une loi le jour de la réunion du 40e Congrès. Un journal républicain cite à l'appui de cette mesure plusieurs précédents. Le premier exemple a été donné par le premier Congrès élu en vertu de la Constitution, qui après avoir siégé du 4 mars 1789 au 29 septembre, s'est ajourné par une loi au premier lundi de janvier suivant. La même chose eut lieu plusieurs fois de 1792 à 1801. Enfin, le 27 février 1813 le Congrès passa un acte pour changer l'époque de sa réunion prochaine et la fixer au quatrième lundi de mai.

Depuis lors, il est vrai, les sessions ont eu lieu aux époques régulières fixées par la Constitution, et quand il y a eu des sessions extraordinaires, elles ont été tenues en vertu d'une convocation émanant du Président. Néanmoins, si les républicains le croient nécessaire à la réélection de leurs candidats, ils s'autoriseront des précédents que nous avons cités pour décréter une session du 40e Congrès immédiatement après l'expiration des sessions du 39e, afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans leur œuvre.

Un journal assure qu'un des premiers soins du Congrès actuel sera de rappeler la loi de 1862 qui accorde au Président le droit d'amnistie. Il ne lui restera plus que le droit de grâce qui ne s'applique qu'après jugement et condamnation, droit qu'il tient de la Constitution.

La session durera-t-elle assez longtemps pour que les questions de tout genre, et celle-ci en le sera pas moins, il y a parmi la masse des représentants encore obscurs un certain nombre de gens que la gloire de Butler empêche de dormir et qui brûlent de l'envie de se distinguer dans le domaine de l'odieux et du ridicule. Mais ce sont les travailleurs de la phalange, dont les gros bataillons obéissent aux mots d'ordre des chefs et c'est aux projets de ces derniers que nous devons réserver notre attention.

Nous voici arrivés au moment critique où la situation, si elle ne se dénoue pas sur le champ, doit se tendre de plus en plus. Une crise commerciale et financière, dont les symptômes précurseurs se font déjà sentir, menace d'éclater sur le pays. Il serait possible au Congrès de détourner le danger en adoptant une politique conforme à l'équité et au bon sens, qui rassurât les capitaux effrayés et qui rétablît le crédit public et particulier sur des bases solides. Mais nous connaissons trop bien les sentiments de la majorité pour fonder le moindre espoir sur les décisions qu'elle va prendre. Puisse l'avenir donner tort à nos prévisions!

La cause de la dépression des affaires.

De a avis particuliers de New York représentent le marché mondiaux comme plus mauvais qu'il n'a jamais été depuis deux ans, et quelque méfiance commence à prévaloir sur l'avenir politique et financier. Le taux de l'intérêt est par conséquent à la hausse, et avant longtemps le taux vérifiera la doctrine que l'abondance de circulation fait monter l'intérêt. Nous avons appris, par expérience, en 1857, qu'une abondance d'argent donne lieu à la spéculation et que la spéculation approche le point d'explosion, le taux de l'intérêt s'élève d'une manière extravagante. Nous voyons maintenant que des détenteurs de marchandises achetées par spéculation voulpent sur les banques pour avoir des moyens d'attendre la hausse. Les manufacturiers et les importateurs doivent vendre à perte ou d'obtenir assez d'argent pour traverser la crise. Le spéculateur sur les actions et l'or est obligé, par la même raison, de vendre à sacrifice ou d'emprunter de l'argent pour arriver au terme. Le taux de l'intérêt s'élevant, la spéculation sera arrêtée pour un temps.

A la première hausse dans Wall street, les courtiers d'actions ont gré, comme en 1857; le gouvernement nous raine, car c'est le gouvernement qui fait la rareté de l'argent. La vente est que le trésor n'avait rien fait pour éviter la panique, et qu'au contraire il agissait de manière à la faire éclater en recevant au pair avec intérêt jusqu'à la date, des billets à intérêt composé en paiement des dettes contractées envers le gouvernement. Les banques pouvaient en user comme billets de circulation, sans abir d'escompte, et elles en éprouvèrent un soulagement immédiat.

Tous les hommes responsables s'accordent à dire que la situation fâcheuse du commerce en ce moment est principalement due à la perspective de la domination radicale dans les affaires du gouvernement pour les deux ou trois années qui vont suivre. Cette perspective effrayante écartera le capital de tout emploi profitable, et le jettera dans des spéculations aléatoires.

Le Sud ne pourra obtenir de l'argent pour ses opérations agricoles ou pour l'amélioration de ses moyens de transport, ni du Nord ni de l'Angleterre, tant que le congrès radical restera le gouvernement actuel du pays. Ce congrès, comme on le redoute beaucoup, est sur le point d'assumer le gouvernement des Etats du Sud, mais un système territorial ou colonial, et aussi longtemps que l'espoir public éprouvera cette impression, il ne pourra y avoir aucune amélioration dans nos affaires commerciales et financières. M. Phillips a reconnu le fait dans son dernier discours. Il presse le Congrès de hâter ses mesures extrêmes pour donner le pouvoir politique aux nègres dans le Sud, par la raison que les classes industrielles du Nord ne tolèreront pas longtemps la dépression commerciale du pays, dépression qui est causée par l'exclusion du Sud de la puissance de ses droits politiques dans l'Union. (*National Intelligencer.*)

La Russie et l'Angleterre

DANS L'ASIE CENTRALE.

Au centre du continent asiatique se dresse l'immense massif de l'Himalaya, dont les cimes, les plus hautes du globe, portent bien au delà des nuages leurs neiges éternelles. La partie la plus [illegible] de cette chaîne, celle où se [illegible] Cachemire, peut être considérée comme le rempart qui, du côté du nord, le colosse [illegible] de l'Himalaya, à [illegible] Hérat et la [illegible] anglaise et [illegible] commerciaux les frontières de l'Asie centrale [illegible] Asie centrale, et le Thibet et les Empires [illegible] Le nom de l'intérêts est par conséquent à la hausse, et avant longtemps le taux vérifiera la doctrine que l'abondance de circulation fait monter l'intérêt. Nous avons appris, par expérience, en 1857, qu'une abondance d'argent donne lieu à la spéculation et que la spéculation approche le point d'explosion, le taux de l'intérêt s'élève d'une manière extravagante. Nous voyons maintenant que des détenteurs de marchandises achetées par spéculation voulpent sur les banques pour avoir des moyens d'attendre la hausse. Les manufacturiers et les importateurs doivent vendre à perte ou d'obtenir assez d'argent pour traverser la crise. Le spéculateur sur les actions et l'or est obligé, par la même raison, de vendre à sacrifice ou d'emprunter de l'argent pour arriver au terme. Le taux de l'intérêt s'élevant, la spéculation sera arrêtée pour un temps.

A la première hausse dans Wall street, les courtiers d'actions ont gré, comme en 1857; le gouvernement nous raine, car c'est le gouvernement qui fait la rareté de l'argent. La vente est que le trésor n'avait rien fait pour éviter la panique, et qu'au contraire il agissait de manière à la faire éclater en recevant au pair avec intérêt jusqu'à la date, des billets à intérêt composé en paiement des dettes contractées envers le gouvernement. Les banques pouvaient en user comme billets de circulation, sans abir d'escompte, et elles en éprouvèrent un soulagement immédiat.

Tous les hommes responsables s'accordent à dire que la situation fâcheuse du commerce en ce moment est principalement due à la perspective de la domination radicale dans les affaires du gouvernement pour les deux ou trois années qui vont suivre. Cette perspective effrayante écartera le capital de tout emploi profitable, et le jettera dans des spéculations aléatoires.

Le Sud ne pourra obtenir de l'argent pour ses opérations agricoles ou pour l'amélioration de ses moyens de transport, ni du Nord ni de l'Angleterre, tant que le congrès radical restera le gouvernement actuel du pays. Ce congrès, comme on le redoute beaucoup, est sur le point d'assumer le gouvernement des Etats du Sud, mais un système territorial ou colonial, et aussi longtemps que l'espoir public éprouvera cette impression, il ne pourra y avoir aucune amélioration dans nos affaires commerciales et financières. M. Phillips a reconnu le fait dans son dernier discours. Il presse le Congrès de hâter ses mesures extrêmes pour donner le pouvoir politique aux nègres dans le Sud, par la raison que les classes industrielles du Nord ne tolèreront pas longtemps la dépression commerciale du pays, dépression qui est causée par l'exclusion du Sud de la puissance de ses droits politiques dans l'Union. (*National Intelligencer.*)

La Russie et l'Angleterre

DANS L'ASIE CENTRALE.

Au centre du continent asiatique se dresse l'immense massif de l'Himalaya, dont les cimes, les plus hautes du globe, portent bien au delà des nuages leurs neiges éternelles. La partie la plus [illegible] de cette chaîne, celle où se [illegible] Cachemire, peut être considérée comme le rempart qui, du côté du nord, le colosse [illegible] de l'Himalaya, à [illegible] Hérat et la [illegible] anglaise et [illegible] commerciaux les frontières de l'Asie centrale [illegible] Asie centrale, et le Thibet et les Empires [illegible] Le nom de l'intérêts est par conséquent à la hausse, et avant longtemps le taux vérifiera la doctrine que l'abondance de circulation fait monter l'intérêt. Nous avons appris, par expérience, en 1857, qu'une abondance d'argent donne lieu à la spéculation et que la spéculation approche le point d'explosion, le taux de l'intérêt s'élève d'une manière extravagante. Nous voyons maintenant que des détenteurs de marchandises achetées par spéculation voulpent sur les banques pour avoir des moyens d'attendre la hausse. Les manufacturiers et les importateurs doivent vendre à perte ou d'obtenir assez d'argent pour traverser la crise. Le spéculateur sur les actions et l'or est obligé, par la même raison, de vendre à sacrifice ou d'emprunter de l'argent pour arriver au terme. Le taux de l'intérêt s'élevant, la spéculation sera arrêtée pour un temps.

A la première hausse dans Wall street, les courtiers d'actions ont gré, comme en 1857; le gouvernement nous raine, car c'est le gouvernement qui fait la rareté de l'argent. La vente est que le trésor n'avait rien fait pour éviter la panique, et qu'au contraire il agissait de manière à la faire éclater en recevant au pair avec intérêt jusqu'à la date, des billets à intérêt composé en paiement des dettes contractées envers le gouvernement. Les banques pouvaient en user comme billets de circulation, sans abir d'escompte, et elles en éprouvèrent un soulagement immédiat.

Tous les hommes responsables s'accordent à dire que la situation fâcheuse du commerce en ce moment est principalement due à la perspective de la domination radicale dans les affaires du gouvernement pour les deux ou trois années qui vont suivre. Cette perspective effrayante écartera le capital de tout emploi profitable, et le jettera dans des spéculations aléatoires.

Le Sud ne pourra obtenir de l'argent pour ses opérations agricoles ou pour l'amélioration de ses moyens de transport, ni du Nord ni de l'Angleterre, tant que le congrès radical restera le gouvernement actuel du pays. Ce congrès, comme on le redoute beaucoup, est sur le point d'assumer le gouvernement des Etats du Sud, mais un système territorial ou colonial, et aussi longtemps que l'espoir public éprouvera cette impression, il ne pourra y avoir aucune amélioration dans nos affaires commerciales et financières. M. Phillips a reconnu le fait dans son dernier discours. Il presse le Congrès de hâter ses mesures extrêmes pour donner le pouvoir politique aux nègres dans le Sud, par la raison que les classes industrielles du Nord ne tolèreront pas longtemps la dépression commerciale du pays, dépression qui est causée par l'exclusion du Sud de la puissance de ses droits politiques dans l'Union. (*National Intelligencer.*)

ARRIVÉE DU MONTGOMERY. — Le steamship *Montgomery*, commandant Faircloth, parti de New-York le 24 novembre, vient d'arriver, avec un fort chargement et les passagers suivants: Mlle Frederick, M. Ch. Pishl, Mme S. Johnson et un enfant, Mme Herman, et 21 à l'entrepont.

PAR LE TELEGRAPHE

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

De Washington—Trois sessions congressionnelles non interrompues—Perte d'un navire et sérieuse avarie d'un grand steamer—Nouvelles de l'Amérique du Sud—Nouvelles d'Europe—Mesures énergiques à l'égard de l'Irlande—Nombreuses arrestations—Ramifications du mouvement Fénian—Les Canadiens Français demandant l'annexion aux Etats-Unis — Enquête sur Bonne — Son ivrognerie dénoncée par un comité—

Stephens cherche une flotte pour transporter des armes en Irlande — L'Angleterre a consenti à livrer Lamirande— Evacuation prochaine de Rome par les Français — Nouvelle extraordinaire sur Matamores publiée à Paris — Effet qu'elle produit en hauts lieux et sur le peuple — Programme des radicaux arrangé par le comité.

Abolition des Etats — Gouvernements territoriaux substitués — Commissions souveraines chargées de faire des Administrations quelconques—Les Lois électorales renversées — &c.... &c.... M. Stevens à la tête de tous ces plans — Le Message concilliant du Président — La transmission en est retardée par des nouvelles de France.

Liverpool, 1er décembre, midi.—Le coton est bien tenu aujourd'hui. Les ventes ont été de 10,000 balles. Middling Orleans, 14 1/4 d.

Londres, 1er décembre, midi—Fonds américains inactifs; 5-20, 70 3/8 à 70 1/2.

Londres, 1er déc., au soir.—Aucune nouvelle d'importance n'a transpiré aujourd'hui.

Dublin, 1er déc.—D'énergiques mesures sont prises avec promptitude par le gouvernement. Le comté de Limerick a été proclamé aujourd'hui comme étant sous la loi martiale afin d'empêcher une explosion qu'on regarde comme imminente. Nombre d'arrestations ont été faites, dans la ville et dans le comté de Limerick. On fait aussi des arrestations à Dublin et autres parties de l'Irlande.

Liverpool, 1er décembre au soir— Le coton est ferme. Ventes d'aujourd'hui 10,000 balles; le middling Upland 14.

Les céréales sont généralement inactives.

Londres 1er décembre au soir— Consolidés 89 3/4 au comptant.

Fonds américains: 5-20, 70 1/2; Erie 45 1/2; Illinois 77.

Paris, 2 — On dit que le résultat de la décision du gouvernement français en refusant d'accréder aux demandes de la Grande-Bretagne est que l'extradition de Lamirande a été accordée par le ministre anglais des affaires étrangères.

Florence, 2 — On annonce semi-officiellement que l'évacuation de Rome aura lieu dans 10 jours.

Cork, Irlande, 2 — On rapporte que le gouvernement anglais a contremandé l'ordre pour le transport des volontaires anglais à Cork et autres places d'Irlande.

Liverpool, 2—Des avis récents de Rio Janeiro disent que le navire "Star of the Union," en dommagé par une collision, se fait réparer dans ce port.

Paris, dimanche soir, 2 — On a publié la nouvelle que la ville de Matamores avait été saisie et occupée par les troupes américaines et que les Français avaient été chassés.

Cette nouvelle a causé une sensation profonde dans les cercles officiels et parmi le peuple. On se livre à diverses conjectures sur les complications sérieuses qui peuvent surgir d'un acte pareil de la part du gouvernement américain.

Londres, dimanche au soir.—Le col. Meany, fenian proéminent et fort connu, a été arrêté par les officiers du gouvernement et mis en prison à Blackwell, sous forte garde.

Dublin, dimanche soir.—Il règne ici une grande excitation par suite de l'activité des agents anglais pour arrêter les personnes qu'on croit compliquées dans le mouvement fénian. Beaucoup d'arrestations ont été faites dans toute la contrée et le nombre en augmente à chaque instant.

Liverpool, dimanche soir.—Il y a ici des indices de trouble de la part de la population irlandaise et des mesures de précaution sont prises par le gouvernement pour les supprimer. Le contre-ordre à propos de l'envoi des volontaires en Irlande a été donné après qu'on supposa que leurs services pourront faire besoin en Angleterre.

Gênevre, 2—D'après divers mouvements des Irlandais et des Fenians qui apparaissent avec eux dans cette ville et les environs, on craint que le mouvement Fénian ait les ramifications étendues. Les autorités prennent des mesures pour supprimer toute explosion.

Queenstown. Le vapeur Palmyra, parti de New York le 21 novembre, est arrivé ici aujourd'hui, se rendant à Liverpool.

La *Gazette* de Bermude dit que le second bataillon du régiment de la reine est parti pour Cork le 6 de mois dernier.

Washington, 2—Les membres républicains du Congrès, autant qu'on peut connaître leurs plans, sont presque à l'unanimité en faveur de la loi requérant le 40e Congrès de se rassembler le 5 mars pour continuer la session jusqu'au jour régulier de l'assemblée en décembre prochain.

A un caucus tenu hier soir, cette proposition, entre autres, a été discutée. Elle a désignérémentadmise. Il y a peu de doute que cette loi ne soit passée avant la fin du présent Congrès.

L'impression actuelle est que le Message ne sera pas délivré au Congrès demain, à cause du retard qu'occasionnera la bienvenue radicale.

L'avis avisant a été reçu aujourd'hui par l'agent de la Presse Associée de Washington, 2 décembre:

L. A. GOBRIGHT,

Monsieur, vous êtes notifié, comme agent de la Presse Associée de New York, que les journaux quotidiens dans cette ville, représentés par les soussignés, à partir de cette date, n'auront plus besoin de vos nouvelles, attendu qu'ils ont pris des arrangements avec l'Association des Nouvelles Américaines et Européennes.

Signé: D. C. Forney, Chronicle; Low, Coyle & Co. Intelligencer; W. B. Wallace, Star; W. Murtagh & Co, Republican; Thomas B. Florence, Constitutional Union.

New York, 2 déc.—Le navire Kate Dyer, de Portland, de Callao, avec une cargaison de 1,700 tonneaux de guano, consignée à R. C. Ferguson, de New York, a été heurté hier soir par le vapeur Scotland, d'ici pour Liverpool, et a sombré un moment après, donnant à ceux qui se sont sauvés à peine le temps de se jeter dans les canots. L'équipage a coulé bas avec le navire.

Le Scotland a eu son avant fortement endommagé. Après avoir recueilli quelques matelots du Kate Dyer, il s'est dirigé vers New York. La voie d'eau gagna, néanmoins si rapidement, qu'il fallut le faire échouer sur les bas fonds au large de Sandy Hook où il est encore, à moitié plein d'eau, ses pompes ne pouvant plus servir.

Voici la liste des personnes qui se sont jetées dans le canot:

Saml. Bodlioe, second, natif d'Anvers; Frank Jones et Fred Smith, jeunes garçons de Portland; Wm Blanchard, voilier, de Londres; Fred Jenkins, charpentier, de Hamburg; Wm Hollins (c), maître d'hôtel, de New York; William Cox (c), cuisinier, du New Jersey; Jas marins Wm Harris, de Baltimore, Tony, de York, Robert Barber, Robert Rouney, de London; Henry Johnson, du New Jersey, John Quirk, d'Irlande.

New York, 2 déc.—Arrivé hier, le vapeur Geo. Cromwell, de la Nile-Orléans. Parti, les vapeurs Merrimac, Geo. Washington et Fanny Stoney, de la Nile-Orléans.

New York, 2— Le vapeur Arizona, parti d'Aspinwall le 23, avec un grand nombre de passagers et $1,130,200 en or, est arrivé aujourd'hui.

Des avis de Bogota disent que l'archevêque a été chassé de la République, que son palais et ses papiers ont été saisis par le gouvernement et qu'il comptait prendre passage pour France.

Le besoin de glace se faisait vivement sentir à Panama.

Des dates de Valparaiso jusqu'au 3 et de Callao jusqu'au 14 ont été ainsi reçues. L'esprit de guerre contre l'Espagne au Pérou était dans l'ascendant.

Le droit de citoyenneté chilienne devait être conféré à tous les citoyens de l'Amérique Espagnole et l'on discutait le libre commerce avec toutes les républiques de l'Amérique du Sud.

Le colonel Prado, ci-devant dictateur du Pérou, avait été élu président, presque à l'unanimité. Les généraux Machura et Balta avait été honteusement rayés du service militaire. Le général Castillo devait commander l'armée chilienne et une armée du Pérou.

New York, 2— Les Canadiens français ont tenu hier soir un meeting en faveur de l'annexion du Canada aux Etats-Unis et exprimant leur sympathie pour l'Irlande.

Des détails de la bataille entre le Paraguay et les alliés au Fort Campaita indiquent que le fort a été légèrement endommagé. Flores, de retour à Montevideo a licencié ses troupes, et a regris ses fonctions civiles. On dit que les Brésiliens blessés ont été massacrés par les Paraguéens après la bataille.

Une dépêche de Boston dit qu'un comité s'est rendu à Portland et a pris des renseignements sur les mœurs de Banks. Le résultat de l'investigation est favorable à l'accusation d'ivrogserie portée contre ce monsieur.

New-York, 2 décembre—Thomas Mullen, employé par le *Herald*, a été précipité dans une cave de l'établissement par un autre employé nommé Pat Hannagan. Mullen s'est fracturé le crâne et a succombé sur le coup.

On dit, mais l'autorité de Herald est sujette à caution, que Stephen est à Boston, négociant pour avoir une flotte qui transportera de grandes quantités d'armes en Irlande.

Un voleur, tâchant d'échapper hier à la police, a été fracturé le crâne en se frappant contre un poteau de lampe.

$12,650,000 ont été reçus jusqu'ici pour les taxes de la ville cette année.

Washington, 2—Le comité nommé par le caucus radical pour préparer le programme du parti, a des documents tout prêts pour l'ouverture des chambres.

Il y est question de l'entière abolition du gouvernement d'Etat dans le Sud et de la nomination pour chaque Etat, d'une commission qui aura le pouvoir de renommer tous les officiers civils et militaires, pour préserver la paix. Les commissaires appelleront des Conventions pour adopter l'amendement constitutionnel, en vue de l'admission des Etats du Sud dans l'Union.

Les radicaux sont en faveur de l'application de franchise; quelques uns sont pour les loyalistes seulement en comprenant les nègres; quelques autres disent que le Congrès devrait désigner ceux qui pourraient voter pendant que d'autres encore désirent que tous ceux qui votent maintenant sous les lois des Etats aient le droit de voter.

Une nouvelle constitution sera soumise, mais elle ne pourra entrer en vigueur seulement ceux à qui elle donne le droit de vote comme dans le Maryland. Si la Constitution est adoptée par ces votants alors les Etats seront admis. Si non, ils seront jugés sous les formes du gouvernement territorial.

Les commissaires seront autorisés à organiser la milice, y compris les nègres, pour faire exécuter les clauses du bill, et s'elle est appelée elle sera logée chez ceux qui auront rendu l'appel nécessaire.

Tels sont les points du nouveau programme qui sera présenté par les radicaux et les loyalistes du Sud. Le comité se compose de MM. Stevens, Washburn, Shenck, Hart, Garfield, McRae, Pike, Orth, Allison et Paine.

San Francisco, 2—Le vapeur Golden City est parti aujourd'hui pour Panama, transportant $1,600,000, en or, dont un montant de $900,000 est pour New York. Il emporte aussi des spécimens d'oranges de la Californie et des linons pour être exposés dans le département agricole de Washington.

Cincinnati, 2—Wm K. Bosley, ex-colonel du 6me de Volontaires de l'Ohio, est mort hier soir de la consomption.

D'après un document publié, la valeur des propriétés immobilières et personnelles de la ville de Cincinnati est de $153,672,000.

San Francisco, 2 p. m.—Le steamer Montana, de Panama, est arrivé aujourd'hui avec des dates de New York jusqu'au 10 novembre. Il donne la nouvelle qu'un navire de guerre est dans le port d'Acapulco et que le général Corona est cerné à Mazatlan en triomphe le 14, après un siège de deux ans. Parmi les passagers du Montana sont les généraux J. B. Fry et J. A. Kingsbury.

Le steamer Oregonian, capitaine Bryard, de New York, est aussi arrivé aujourd'hui.

Pittsburg, 2—Le Grand Lake Eagle et le Benjamin Tiger, avec 320,000 boisseaux de maïs sont parti pour la Nouvelle Orléans. D'autres bateaux se préparent à partir.

Ira B. McVay, banquier très connu à Pittsburg est mort aujourd'hui.

Louisville, 2—Le steamer Merwin est encore sur les chutes. Le steamer Wm Butler, de Cincinnati à la Nile Orléans, lourdement chargé, est aussi sur les chutes. Les deux bateaux seront allégés, mais on craint que la baisse de la Rivière leur cause de sérieux dommages. Il y a sept pieds d'eau sur les chutes.

Le *Journal* est informé que le message du Président sera écrit sur un ton conciliateur, s'efforçant d'écarter toute querelle avec le Congrès et rejetant sur ce corps la responsabilité de la solution des difficultés qui troublent le pays. On croit que la transmission du message a été retardée par les récentes nouvelles du gouvernement français, nouvelles qui nécessitent une modification du message.

Vicksburg, 3—Descendu, le Jennie Lewis hier soir, est monté le steamer Lady Franklin et le W. R. Arthur.

Faits Divers.

LA SANTÉ DE M. DE BISMARK—On écrit de Berlin, 5 novembre:

M. le comte de Bismark a dans ce moment des difficultés dont il ne sortira pas aussi facilement que du projet de transformation de l'Allemagne qu'il a mené à bien. N'allez pas croire que le premier ministre prussien redoute ou l'Autriche ou la Russie. Non, il n'est pas question de cela. M. de Bismarck n'a plus en Allemagne qu'un seul adversaire. C'est son médecin. Le brave docteur consentit bien à laisser revenir le ministre des affaires étrangères à Berlin, pour la condition qu'il ne se occuperait pas de politique. M. de Bismark ne s'y oppose point. Le docteur, en voyant cette facilité de la part de son convalescent, a en des craintes et a exigé de lui qu'il donne sa parole, s-t-il dit à M. de Bismark.—Soit, je vous la donne.—Si c'est le diplomate ministre qui vous demande cela, ajouta-t-il, je ne serai pas rassuré, Excellence, j'aimerais mieux la parole du général de Bismarck." M. de Bismark a éclaté de rire en disant: "Au diable! vous êtes plus fin diplomate que moi, cher docteur! Faites de moi tout ce que vous voudrez."

Dans tous les cas, on attend le retour du premier ministre pour l'ouverture de la session, le 12 novembre.

— Le *Toulousain* publie les détails suivants sur une grande affaire qui, selon toute apparence, se dénouera devant la cour d'assises:

Un de ces matins, vendredi, vous était donné à la préfecture de police des contribuables indirectes et commissaires de police, écompagnés, les premiers de douze employés, et les second de cinquante sergents de ville. Ces fonctionnaires et agents ont été divisés en six escouades ayant chacune à sa tête un contrôleur et un commissaire de police. Des instructions détaillées ont été alors données à chaque escouade.

Ce travail préliminaire était terminé à l'aurore, chaque escouade s'est dirigée vers l'atelier ou le magasin de divers négociants publicrs de la ville. Les visites ont été longues et minutieuses, mais elles n'ont pas été infructueuses. Des pompons faux ou volés à l'administration des contributions indirectes ont été découverts.

Neuf personnes ont été mises en état d'arrestation et sont l'objet d'une instruction criminelle, qui se poursuivra avec la plus grande activité. Un témoin ancien voyageur de commerce d'une maison compromise et dont les chefs sont tenus en secret, a subi un premier interrogatoire de trois heures.

Un grand nombre de familles ont eu ou vont avoir le frisson.—Lor et l'argenterie qu'elles possèdent ne sont ils pas simplement de l'orplaqué, de la dirure et de l'argenterie? — Chacun fera opérer une vérification qui est d'autant plus nécessaire que cette fraude était commise depuis vingt ans environ.

Le *Nouvelliste*, de Marseille, reproduit le récit du *Toulousain* et fait connaître la situation actuelle des deux lignes suivantes:

Nous pouvons dès aujourd'hui dire, depuis la découverte de ces fraudes, les essayeurs de commerce sont assiégés par une multitude de personnes qui leur apportent leurs argenterie et leurs bijoux, afin d'en faire vérifier le titre.

Cette fraude durait depuis 25 ans, elle fut pratiquée au détriment de l'Etat, et de la Ville, et de M. Cohen sont fausses.

Ah! nos idées sont fausses! Nous aurions pu nous attendre à cette accusation dans tout autre journal que la *Liberté*, et de la part de tout autre civrain que M. de Girardin. Mais ici, nous ne pouvons, ce n'est pas seulement de la surprise que nous éprouvons, c'est de la stupéfaction.

Comment M. de Girardin lutte et écrit depuis plus de trente ans pour la défense de la liberté de l'industrie et du travail, pour l'émancipation des forces individuelles, pour la décentralisation dans son sens le plus large.

Comment l'il a formulé, il y a quelques jours à peine, sous la forme d'un plébiscite, tout un système de gouvernement, dans lequel on lisait, comme disposition fondamentale:

LE CHOU DU LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE EST SUPPRIMÉ.

Et c'est lui qui nous blâme aujourd'hui de repousser un emprunt d'un milliard qui atteindrait gravement, sans utilité réelle, dans le présent et dans l'avenir, la solidité du crédit public et l'équilibre de nos finances!

Ceci n'est toutefois qu'une inconséquence, la question de doctrine soulevée par M. de Girardin est plus grave.

Elle se résume en ces termes:

Les grands travaux que l'on demande, est-ce l'Etat qui doit les exécuter? Est-ce aux dépens du budget général qu'ils doivent se faire? Faut-il que l'Etat se fasse partout entrepreneur, constructeur, chef d'atelier?

Or bien, convient il de décentraliser le plus possible les dépenses d'utilité publique, comme on veut décentraliser l'administration? Ne vaut-il pas mieux laisser à l'initiative des départements des communes et de l'industrie privée, des entreprises considérables dont on propose d'imposer la charge au Trésor public?

Deux écoles sont en présence:

L'une, absolutiste et dictatoriale, veut que tout soit mis entre les mains du gouvernement, que tout parte de lui et que tout y revienne absolu. Tout pour l'Etat, tout pour l'Etat. L'Etat doit intervenir en toutes choses; rien ne doit se faire sans qu'il y soit appelé. Commerce, industrie, agriculture, chemins de fer, canaux, routes petites et grandes, intérêts nationaux et intérêts locaux, et même intérêts privés, il faut qu'il dirige tout, qu'il surveille tout, qu'il domine tout.

Cette école ne songe pas qu'en imposant à l'Etat cette gigantesque mission, elle lui impose une gigantesque responsabilité. Tous les appétits, toutes les ambitions et toutes les exécrations, tous les désirs et toutes les haines assiliront fatalement cet unique distributeur de la richesse sociale. Dans cette école, il n'y a pas de limites; il faut qu'il donne, qu'il donne sans cesse. Bientôt le peuple tout entier lui demandera non seulement du travail, mais du pain, mais des vêtements, mais des revenus assurés. C'est le droit à l'oisiveté que l'on proclame ainsi. Et, en effet, avec ce système, on ne fait que des populations abâtardies, sans énergie virile, qui, attendant tout du pouvoir, s'engourdissent et s'endorment dans une inertie voisine de la mort.

L'autre école, libérale et vraiment démocratique, demande à l'intelligence humaine un jeu le plus d'efforts possible, et à l'Etat le moins de concours possible. Elle exige de l'homme qu'il soit une intelligence indépendante et non un instrument servile, et elle fonde la grandeur, l'ordre et la prospérité du pays sur l'activité féconde des intérêts privés et sur leur constante harmonie avec les intérêts généraux.

Dans la question qui nous occupe, ces deux écoles sont aux prises. Nous apportenons à la seconde; nous pensions que M. de Girardin en était aussi; mais il vient de la déserter, pour se ranger sous le drapeau de la première.

Un emprunt d'un milliard pour les travaux publics, chemins de fer, canaux, chemins vicinaux ou autres, ce n'est pas autre chose que le maintien absolu de la centralisation du pouvoir en matière d'industrie et de finances.

Vous trouvez que le temps pas avez que le gouvernement ait dans ses mains l'armée de la guerre, l'armée de l'administration, vous voulez y mettre aussi l'armée du travail, vous voulez qu'il exécute toutes les entreprises plus ou moins d'utilité publique que vous rêvez, et qu'il soit coulant éternellement à donner de l'ouvrage et des salaires à une multitude d'ouvriers qui s'accumulent partout dans les grands centres de la France.

C'est là qu'est l'idée fausse et il faut énergiquement la combattre.

Nous aussi, nous souhaitons que les grandes œuvres d'intérêt public se réalisent, mais quand vous vous tournez seulement vers l'Etat pour solliciter son concours et son secours, nous nous adressons, nous, à l'industrie privée, à l'initiative des capitaux privés, à l'intelligence des intérêts privés.

Ce que vous demandez au Trésor public et à l'emprunt, au risque de vous engager nos finances et d'altérer notre crédit, nous le demandons aux grandes compagnies industrielles, aux départements, aux communes, à tous ceux à qui ces entreprises importantes doivent profiter.

Vous voulez centraliser les finances publiques; nous voulons, au contraire, les décentraliser.

Notre doctrine en toute question économique, c'est l'initiative individuelle et la liberté de travail.

La vôtre, c'est la dictature de l'Etat, et, spécialement en matière d'emprunt c'est l'absolutisme financier.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nouvelles d'Europe — Un steamer parti du Havre pour intercepter Maximilien—Deux nouvelles menaçantes contre l'Irlande—Grande préparatifs à Washington pour la démonstration radicale de lundi—Le général Sheridan à Tortugas — Jugement contre les Fénians au Canada — Marchés anglais et américains.

Liverpool, 30—Céréales. Le marché a une tendance à la baisse. Le maïs mêlé est coté à 29 s.

Londres, 30—Erie, 46. Illinois central, 77. Il y a une augmentation considérable dans l'encaisse de la banque d'Angleterre et de la banque de France.

Londres, 30 nov—Deux canonnières additionnelles sont parties pour l'Irlande avec beaucoup de munitions. On n'a pas fait d'autres arrestations.

Londres, 30 novembre au soir—On dit que le secrétaire Seward a envoyé dernièrement une dépêche décisive au gouvernement français au sujet du Mexique.

Paris, 30 au soir—On rapporte qu'un steamer a quitté le Havre pour intercepter l'empereur Maximilien dans son voyage de la Vera Cruz à Miramar pour rejoindre l'impératrice Charlotte.

Lisbonne, 30 au soir — Une grande escadre des Etats-Unis est maintenant concentrée devant ce port.

Consolidés, 89 3/4 au comptant; 5-20, 70 1/2; Erie, 46; Illinois, 76 1/2.

Liverpool, 30 au soir.— Le marché des céréales est calme. Le blé est coté à 10 s. 2 d. Le maïs n'a pas varié. Les provisions sont plus fermes et sur leur constante harmonie avec les intérêts généraux.

Londres, 1 décembre—Inquiét